

Unité départementale de la Côte-d'Or  
21, boulevard Voltaire  
CS 27912  
21079 Dijon Cedex

Dijon, le 11/04/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 05/03/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **REVETEMENT ELECTROLYTIQUE DES METAUX (REM)**

8 RUE DE LA BROT  
21000 Dijon

Références : 2025-150  
Code AIOT : 0005401404

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/03/2025 dans l'établissement REVETEMENT ELECTROLYTIQUE DES METAUX (REM) implanté 8 RUE DE LA BROT 21000 DIJON. L'inspection a été annoncée le 17/01/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- REVETEMENT ELECTROLYTIQUE DES METAUX (REM)
- 8 RUE DE LA BROT 21000 DIJON
- Code AIOT : 0005401404
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'entreprise est spécialisée dans le traitement anti-corrosion, la protection des pièces métalliques par traitement électrolytique, électrozingage (zingage blanc, haute tenue corrosion à nanoparticules et zingage noir) : revêtement de zingage et de zingage bichromatage. Petites et grandes séries.

#### Thèmes de l'inspection :

- Air
- Eau de surface

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Circulation des effluents et localisation des rejets	Arrêté Préfectoral du 22/09/2021, article 3	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
4	surveillance des rejets atmosphérique	Arrêté Préfectoral du 10/02/2024, article 20.1	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Valeurs limites d'émission	Arrêté Préfectoral du 22/09/2021, article 7.2	Sans objet
3	Gestion des eaux des cuvettes de rétention et bassin de confinement	Arrêté Préfectoral du 10/02/2024, article 13.3	Sans objet
5	Gestion des déchets	Arrêté Préfectoral du 10/02/2004, article 24	Sans objet

**2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

L'inspection a permis de constater que l'installation respectait ses prescriptions relatives à l'autosurveillance des rejets aqueux.

L'exploitant doit justifier que les laveurs des lignes des bains de dégraissage de la ligne BM3 et le laveur des bains zinc acide de la ligne BM3 ne sont pas nécessaires pour respecter les valeurs limites des rejets atmosphériques définies par l'arrêté préfectoral du 10 février 2024.

Il doit également mettre à jour ses plans concernant les réseaux aqueux.

**2-4) Fiches de constats**

**N° 1 : Circulation des effluents et localisation des rejets**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/09/2021, article 3
--

**Thème(s) :** Risques chroniques, rejets aqueux

**Prescription contrôlée :**

Tous les effluents aqueux sont canalisés. La dilution des effluents est interdite, hormis celle résultant du rassemblement des effluents de même type de l'établissement ou celle nécessaire à la bonne marche des installations de traitement. En aucun cas elle ne doit constituer un moyen de respecter les valeurs limites fixées par le présent arrêté. Lorsque les polluants bénéficient, au sein du périmètre autorisé, d'une dilution telle qu'ils ne sont plus mesurables au niveau du rejet au milieu extérieur ou au niveau du raccordement avec un réseau d'assainissement, ils sont mesurés au sein du périmètre autorisé avant dilution. Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent aux points de rejet qui présentent les caractéristiques suivantes :

Nom	Rejet n°1	Rejet n°2	Rejet n°3
Coordonnées en Lambert 93	X = 47.344439 Y = 5.072851	X = 47.344495 Y = 5.072794	X = 47.344043 Y = 5.073251
Nature des effluents	Eaux d'origine domestique	Eaux pluviales	Eaux résiduaire (après traitement interne)
Réseau de collecte et traitement si existant	Réseau collectif d'assainissement	Réseau d'eau pluviale de la zone industrielle	Réseau collectif d'assainissement
Type de rejet en sortie du site	rejet canalisé vers la station d'épuration communale	rejet canalisé directement dans un cours d'eau	rejet canalisé vers la station d'épuration communale

**Constats :**

L'exploitant a transmis le 17 février 2025 le document « plan de masse - description des réseaux d'évacuation ».

Ce document fait apparaître 4 points de rejets :

- 2 points de rejet dans le réseau pluvial communal ;
- 2 points de rejet dans le réseau d'assainissement communal ;

De plus, le document montre que les eaux résiduaires rejoignent les eaux d'origine domestique du bâtiment administratif avant rejet dans le réseau d'assainissement communal.

Lors de la visite du 5 mars 2025, l'inspection a constaté que la localisation physique des deux points de rejet (pluvial et eaux d'origine domestique) situés au nord-est du site correspondait aux informations du document transmis par l'exploitant et aux informations présentes dans l'arrêté préfectoral du 22 septembre 2021 susvisé en ce qui concerne les points de rejet 1 et 2.

L'inspection a constaté que le suivi et les prélèvements des eaux résiduaires étaient bien réalisés en amont du raccordement avec les eaux d'origine domestique du bâtiment administratif. Cependant, il apparaît que la localisation du point de rejet n°3 mentionnée dans l'arrêté

préfectoral du 22 septembre 2021 susvisé ne correspond ni à la localisation du point de rejet en sortie des installations de traitement des eaux résiduaires, ni à la localisation mentionnée sur le document transmis par l'exploitant, ni à la localisation des regards de visites présentés par l'exploitant comme la localisation des points de rejet avant sortie du périmètre ICPE.

Enfin, au vu des explications de l'exploitant vis-à-vis de la localisation physique des rejets présents au sud-est du site et de la présentation du plan des réseaux des eaux pluviales, il apparaît que le document transmis le 17 février 2025 par l'exploitant présente une inversion quant à la localisation des rejets entre les rejets « eaux pluviales » et les rejets « eaux résiduaires/eaux d'origine domestique ».

De plus, le jour de la visite, l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter le plan des réseaux des eaux résiduaires et des eaux d'origine domestique.

Par courriel du 14 mars 2025, l'exploitant a transmis les coordonnées à la sortie du périmètre ICPE de l'ensemble des points de rejets.

#### Observation :

L'exploitant fournira les coordonnées à la sortie du périmètre ICPE de l'ensemble des points de rejet en Lambert 93.

Au vu de ces éléments, une mise à jour du tableau de l'article 3 de l'arrêté préfectoral du 22 septembre 2021 pourra être proposée.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 3 mois

#### N° 2 : Valeurs limites d'émission

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 22/09/2021, article 7.2

**Thème(s) :** Risques chroniques, rejet aqueux

**Prescription contrôlée :**

Au point de rejet n°3, les effluents doivent également respecter les caractéristiques suivantes :

Paramètre ou substance	Code sandre	Valeur ou concentration journalière maximale (en mg/L par défaut)	Flux Maximum journalier (en g/j par défaut)	Périodicité minimale d'auto-surveillance
pH	1302	compris entre 5,5 et 9		Continue
Température	1301	≤ 30°C		Journalière
Odeur		Absence de nuisances olfactives		

		olfactives		
Débit	1552	Maxjour: 67 m³/j		Continue
MES	1305	20	1340	Hebdomadaire
DCO	1314	600	40200	Hebdomadaire
Phosphoretotal	1350	1	67	Annuelle
Nitrites	1339	20	1340	Semestrielle
AOX	1106	3	201	Trimestrielle
Ionfluorure	7073	1,5	100,5	Trimestrielle
Cadmium	1388	0,01	0,34	Trimestrielle
ChromeVI	1371	0,1	6,7	Hebdomadaire
Chromelll	5871	0,5	33,5	Hebdomadaire
Cuivre	1392	0,1	6,7	Trimestrielle
Fer	1393	3	201	Trimestrielle
Zinc	1383	3	201	Hebdomadaire

[...]

#### Constats :

Les déclarations réalisées sur GIDAF ne montrent, pour l'année 2024, aucun dépassement des valeurs d'émission dans les eaux de rejet (en concentration et en flux), excepté vis-à-vis du volume moyen journalier.

En effet, en 2024, l'exploitant a dépassé le volume moyen journalier de 69 jours sur l'année 2024 avec un maximal de 84,18 m³ sur la journée du 29 novembre 2024 contre 67 m³/j autorisés.

L'exploitant a transmis par courriel le 17 février 2025 deux études d'évapo-concentration de juillet et septembre 2023.

Lors de la visite, l'exploitant a expliqué qu'il n'avait pas donné suite aux études d'évapo-concentration. En effet, celles-ci ayant un coût de mise en œuvre et de fonctionnement supérieur à ce que l'entreprise pourrait absorber.

Concernant le dépassement du débit journalier, l'exploitant a expliqué lors de la visite que lors du

dépôt du dossier d'autorisation en 2002, le débit de 67 m<sup>3</sup>/jour mentionné correspondait au débit journalier moyen et non au débit maximal journalier demandé.

En effet, le dossier de demande d'exploiter de décembre 2002 mentionne, entre autres, que les consommations moyennes journalières seront de 67m<sup>3</sup>/h et les consommations maximales instantanées seront de 87 m<sup>3</sup>/j.

L'analyse du suivi des rejets de 2024 montre que la valeur moyenne mensuelle la plus haute est de 57,01 m<sup>3</sup>/j (mois de juillet). Il apparaît également que malgré le dépassement du débit, les flux en polluant restent inférieurs aux flux maximum autorisés.

L'inspection propose, lors de la prochaine mise à jour de l'arrêté préfectoral du 22 septembre 2021, que la ligne débit du tableau de son article 7.2 soit modifiée ainsi :

Débit	1552	M o y e n M a x i m a l hebdomadaire : 67m <sup>3</sup> /j M a x journalier : 87 m <sup>3</sup> /j			Continue
-------	------	---	--	--	----------

Enfin, lors de l'inspection, l'exploitant a présenté le justificatif pour l'année 2024 de la station d'épuration urbaine de Dijon-Longvic justifiant du respect du taux d'abattement prévu à l'article 7.2 de l'arrêté préfectoral du 2 septembre 2021.

**Type de suites proposées :** Sans suite

### N° 3 : Gestion des eaux des cuvettes de rétention et bassin de confinement

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 10/02/2024, article 13.3

**Thème(s) :** Risques chroniques, rejet aqueux

#### **Prescription contrôlée :**

Après contrôle, elles sont soit rejetées dans le réseau des eaux pluviales sous réserve de satisfaire les prescriptions ad hoc du présent arrêté, soit traitées préalablement avant rejet en tant qu'eaux résiduaires. A défaut, elles sont éliminées comme des déchets.

#### **Constats :**

Par courrier du 17 février 2025 l'exploitant a transmis l'instruction 8.5.1 - 66 relative aux contrôles des rétentions. L'instruction précise les opérations à réaliser lors du contrôle du bon état des rétentions de produit chimique et au besoin de leur nettoyage. L'instruction prévoit une surveillance au travers de 5 critères :

- examen visuel minutieux de la rétention pour identifier toute anomalie ;
- aspect de son contenu ;
- volume de la rétention ;
- vérification du bon fonctionnement des équipements de détection de fuite ;

- compatibilité des produits stockés.

Enfin, elle décrit les actions à réaliser en cas d'alarme de détection de fuite sur une rétention.

Concernant ce point, il apparaît que des actions propres aux opérations de déchargement de grand récipient vrac (GRV) sont également mentionnées dans ce chapitre, ce qui peut amener des incompréhensions. En effet, l'ensemble des rétentions ne disposant ni de vannes, ni de possibles connexions avec les réseaux des égouts, ces mentions dans l'instruction liée au contrôle des rétentions semblent, pour l'inspection, inappropriées.

Lors de la visite, l'exploitant a présenté la fiche de contrôles liée à l'instruction « contrôles des rétentions » permettant l'enregistrement et le suivi de ceux-ci. La fiche rappelle les volumes disponibles de chaque rétention.

L'exploitant a également présenté le support de formations des personnels vis-à-vis des actions en cas de déversement accidentel de produit en dehors des zones protégées, pouvant survenir lors des opérations de déchargement des GRV ou des fûts.

L'exploitant a expliqué que l'ensemble des substances liquides pouvant être présentes dans les rétentions étaient évacuées en station dans la cuve d'acido/basique. L'exploitant a confirmé que l'ensemble des produits liquides présents sur le site pouvait être transféré vers la station de traitement interne au site sans risque d'incompatibilité ou de remise en cause du fonctionnement de la station de traitement.

Enfin, l'exploitant pourra utilement, en application de l'article 31 de l'arrêté du 10 février 2004, extraire les éléments présents sur le support de formations des personnels vis-à-vis des actions à réaliser en cas de déversement accidentel, afin d'établir/compléter une consigne pour les opérations de chargement/déchargement des substances dangereuses.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 4 : surveillance des rejets atmosphérique

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 10/02/2024, article 20.1

**Thème(s) :** Risques chroniques, rejet atmosphérique

**Prescription contrôlée :**

Les modalités de ce contrôle sont définies ci-après :

Rejets	Paramètres	Fréquence
Laveur baigns de dégraissage de la ligne BM3	OH-	annuelle
Laveur baigns de décapage de la ligne BM3	H+	annuelle
Laveur baigns zinc acide de la ligne BM3	Zn H+	annuelle
Laveur de la chaîne tonneau	H+ OH-	annuelle



	OH- Zn	
Laveur des lignes BM4 et BMS	H+ OH- Zn	annuelle

Dans le cadre de la surveillance des rejets, les prélèvements sont réalisés par un organisme extérieur choisi en accord avec l'inspection des installations classées. Pour les analyses, l'organisme est un laboratoire agréé par le ministre chargé de l'environnement.

Les rapports établis par ces organismes sont systématiquement transmis à l'inspection des installations classées au plus tard dans le délai d'un mois suivant la réalisation du contrôle correspondant.

Ces rapports sont accompagnés des commentaires appropriés nécessaires à expliquer notamment les anomalies observées puis à décrire et justifier les mesures correctives mises en œuvre et leur incidence.

#### Constats :

L'exploitant a transmis le 17 février 2025 les rapports des analyses réalisées en 2023 et 2024 par un organisme extérieur accrédité COFRAC. Il n'y a pas à ce jour de laboratoire agréé le ministre chargé de l'environnement pour les paramètres suivants : OH-, H+ et zinc.

Le site dispose de trois points de rejets atmosphériques :

- le point de rejet BT2 qui correspond au point de rejet du laveur de la chaîne tonneau ;
- le point de rejet de la ligne BM3 ;
- le point de rejet BM4 qui correspond au point de rejet du laveur traitant les lignes BM4 et BMS.

Les deux rapports montrent les résultats des analyses réalisées sur les conduits BM3, BM4 et BT2, pour lesquelles l'inspection n'a pas d'observations à formuler.

#### Non conformité :

Lors de la visite l'exploitant a mentionné que le laveur des bains de dégraissage de la ligne BM3 et le laveur des bains zinc acide de la ligne BM3 ne fonctionnaient plus depuis de nombreuses années (plus de 10 ans).

Cependant, il apparaît que l'article 25 de l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre

de la rubrique n° 3260 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, prescrit que :

« les émissions atmosphériques (gaz, vapeurs, vésicules, particules) émises au-dessus des baignoires doivent être, **si nécessaire**, captées au mieux et épurées avant rejet à l'atmosphère **afin de respecter les valeurs limites définies à l'article 26** » de l'arrêté susvisé.

L'exploitant doit donc justifier que les rejets atmosphériques des baignoires de dégraissage de la ligne BM3 et des baignoires zinc acide de la ligne BM3 sont conformes aux valeurs prescrites par l'arrêté préfectoral du 10 février 2024 et de l'article 26 de l'arrêté ministériel du 30 juin 2006, malgré le fait que leurs rejets ne soient plus traités. Dans le cas contraire, l'exploitant réalisera les opérations nécessaires afin de remettre en fonctionnement les laveurs des baignoires de dégraissage de la ligne BM3 et des baignoires zinc acide de la ligne BM3.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 3 mois

#### N° 5 : Gestion des déchets

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 10/02/2004, article 24

**Thème(s) :** Situation administrative, Déchets

##### **Prescription contrôlée :**

"Les déchets sont manipulés et stockés de manière à éviter tout mélange susceptible de générer une réaction dangereuse ou une pollution des eaux ou du sol, des émanations d'odeurs ou de composés toxiques ou dangereux.

Les déchets qui ne peuvent être valorisés sont éliminés dans des installations réglementées à cet effet au titre du code de l'environnement, dans des conditions permettant d'assurer la protection de l'environnement ; l'exploitant doit être en mesure d'en justifier l'élimination sur demande de l'inspection des installations classées.

[...]"

R 541-45 , Code de l'environnement

"Si, dans le mois suivant la date prévue pour la réception des déchets, l'émetteur n'a pas reçu la mise à jour du bordereau attestant leur prise en charge, il en avise les autorités compétentes ainsi que, le cas échéant, l'expéditeur initial des déchets en cause."

##### **Constats :**

Dans l'extraction du registre trackdéchets du 17 janvier 2025, les BSD BSD-20241126-1VXW111Z2, BSD-20241126-D3AQ53G92 et BSD-20241126-ZGPP0XF2P n'étaient pas indiqués comme réceptionnés, bien qu'ils aient été expédiés de l'établissement le 26 novembre 2024.

L'exploitant a transmis le 17 février 2025 les bordereaux de suivi des déchets indiquant une réception de ceux-ci le 2 décembre 2024.

L'extraction du registre trackdéchets du 5 mars 2025 montre que les déchets des trois bordereaux susvisés ont été réceptionnés le 2 décembre 2024.

L'exploitant a expliqué, lors de la visite, qu'après la réception du courriel de l'inspection du 17 janvier 2025, annonçant la visite d'inspection et demandant entre autres les éléments justifiant le traitement des déchets expédiés sous les numéros de bordereaux susmentionnés, il a pris contact avec l'installation de destination de gestion des déchets. Celle-ci aurait mentionné qu'un problème de liaisons entre leur système informatique de gestion de la société et le système de gestion des bordereaux de suivi des déchets (TracksDéchets) aurait empêché la mise à jour du bordereau électronique. L'installation de destination a alors procédé à la mise à jour des informations dans TracksDéchets.

**Observation :**

L'inspection rappelle à l'exploitant son obligation de prévenir les autorités compétentes si dans le mois qui suit la date prévisionnelle de réception, il n'a pas reçu la mise à jour du bordereau attestant leur prise en charge.

**Type de suites proposées :** Sans suite